

**Engagés dans un mouvement social depuis le début de l'année, les enseignants de Pologne prévoient de se mettre en grève à partir du 11 mars prochain pour dénoncer le sous-financement de l'école. Un collectif d'universitaires s'est constitué pour leur apporter leur soutien.**

Le collectif « Université solidaire de l'école » a rendu public hier [une pétition de soutien](#) au mouvement de grève qui se profile à partir du 11 mars prochain dans les écoles polonaises. Entre 75 et 80% des enseignants polonais pourraient cesser le travail pour notamment réclamer une revalorisation de leurs salaires, selon le syndicat maison ZNP à l'initiative du mouvement social. « 23000 écoles pourraient être touchées », estime le site d'information *OKO.press*, « soit environ 65% des établissements scolaires ».

## [Les enseignants polonais tentés par une grève générale](#)

Organiser une grève dans le secteur public relève pourtant de la gageure en Pologne. « *L'efficacité de la grève dépend non seulement de la mobilisation des enseignants, mais également du soutien social* », explique *OKO.press* en rappelant la lourdeur de la procédure pour qu'un tel mouvement social soit légal. Conformément à la loi sur les conflits collectifs, l'organisation d'une grève doit ainsi suivre quatre étapes : 1) la formulation de la demande, 2) le pronostic de suivi, 3) une phase de médiation, 4) et enfin l'organisation d'un référendum auquel plus de la moitié du corps concerné doit participer.

[Comme nous l'avions déjà écrit mi-décembre](#), les syndicats observent partout qu'« *aujourd'hui, il vaut mieux être caissier que prof, policier, ou infirmière* ». Avec une croissance moyenne de 3,3% par an depuis 2013, un taux de chômage passé de 10 à moins de 5% sur la même période et une augmentation du salaire moyen de 17%, l'économie polonaise semble bien se porter. Malgré cela, les enseignants et les infirmières émargent autour de 2400 zlotys (554 euros) quand le salaire minimum est de 2000 zlotys et le salaire moyen dans le secteur privé au-dessus de 4000 zlotys brut, y compris pour des postes soumis à des contraintes horaires moins lourdes. Pour compenser ces inégalités criantes, les syndicats enseignants - ZNP et FZZ - réclament une revalorisation salariale d'au moins 1000 zlotys.

### « Nous allons suspendre les cours par solidarité »

Dans sa lettre, le collectif « Université solidaire de l'école » déplore ainsi que l'enseignement scolaire soit devenu « *un secteur gravement sous-financé* » et que « *les revenus de ceux qui y travaillent soit à ce point en décalage avec les efforts mis en oeuvre dans l'exercice de leur fonction* ». « *Nous pensons qu'il est dans notre intérêt mutuel d'apprécier le travail de ceux qui*

*assument la responsabilité d'éduquer les générations futures »*, soulignent également les signataires.

Les universitaires membres du collectifs se déclarent prêts à appuyer les revendications de leurs collègues du secondaire auprès des autorités de tutelle, à faire voter des résolutions en soutien au mouvement social par les différentes universités du pays, à organiser des rassemblements sur les campus, mais aussi à suspendre les cours si nécessaire.